

L'ÉDITOpar **Philippe MARTIN**

Vous avez dit « pénible » ?

C'est un vrai progrès après des mois de blocage. L'accord ou plutôt le consensus tombé mercredi soir sur la définition des métiers pénibles permet d'envisager un atterrissage du gouvernement dans le dossier des pensions. Mais les dernières turbulences ne sont pas totalement écartées.

Il y aura des mines réjouies et d'autres qui feront la grimace. Que ce soit dans les couloirs des hôpitaux, dans les salles des profs ou dans les casernes. « *Et toi, tu es 1, 2 ou 3 ?* » Sur l'échelle de la pénibilité des métiers, au sein de la fonction publique, chacun fera son petit calcul individuel, avec plus ou moins de satisfaction.

Reconnaissons-le, les négociations ont bien progressé alors, qu'une semaine plus tôt, le blocage était encore évident. Faut-il y voir le résultat du succès de la manifestation de la semaine dernière ? Et de la prise de conscience, pour le gouvernement, de la nécessité de sortir de cette impasse des pensions qui focalise une bonne partie de la grogne des citoyens, à quelques mois des élections ? Toutes les difficultés ne sont

pas aplanies pour autant. Ne serait-ce que parce que ce catalogue des 43 métiers pénibles est forcément approximatif, comme toutes les classifications. Quels points communs y a-t-il entre un policier actif sur le terrain, 24 heures sur 24, et un de ses collègues affecté à des tâches administratives ? Ou entre une institutrice maternelle, un enseignant dans une école professionnelle et un prof de gym dans le secondaire ? Reste également à déterminer de quelle façon cette taxinomie des fonctions pénibles sera prise en compte pour fixer l'âge de la retraite ou le montant de la pension, les deux paramètres qui peuvent être modulés par le critère de pénibilité.

Mais restera surtout à établir un consensus autour de la table du gouvernement, entre les membres de la coalition suédoise, et, ce, dès ce vendredi matin. Vendredi matin ou un autre jour... annoncent déjà le CD&V et l'Open Vld qui, comme la CGSP, refusent « *d'acheter un chat dans un sac* ». Le gouvernement aurait-il été un peu trop pressé d'engranger son accord ?